

La PMA pour toutes, promise dès 2012 par les socialistes, verra-t-elle le jour avec Emmanuel Macron ?

Publié le 23 juillet 2019 à 11 h 36 min

Le projet de loi sur la bioéthique, qui contient l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, est présenté mercredi 24 juillet en Conseil des ministres. Komitid vous raconte la longue série de promesses non tenues, de reculades et d'atermoiements sur la PMA, depuis 2012 à aujourd'hui.

Imprimer



Depuis un an et demi, Komitid a consacré plus de 80 articles à la PMA et encore plus si l'on compte des articles sur les familles homoparentales.

Telle une série, la PMA a connu bon nombre de rebondissements durant cette période, marquée en grande partie par les atermoiements d'une partie du gouvernement et du Président de la République.

Fiction et réalité

Mais il faut remonter cependant bien avant la création de Komitid, en 2013 très exactement, si l'on veut analyser correctement ce qu'il s'est passé et pourquoi la PMA n'a pas été mise en place plus tôt. Car la comparaison entre fiction et réalité s'arrête là. En l'espace de plus de six ans et de délais sans cesse repoussés, combien de femmes ont dépassé l'âge de pouvoir procréer ? Combien ont du se rendre à l'étranger pour pouvoir accéder à la PMA, avec tous les coûts que cela engendre ?

Alors que le projet de loi sur la bioéthique et ses 32 articles, dont celui sur la PMA, doit être présenté demain en Conseil des ministres et sera discuté au Parlement à partir de septembre, nous retraçons les épisodes marquants du parcours de cette ouverture de la PMA à toutes les femmes.

En 2012, pendant la campagne pour l'élection présidentielle qui verra la victoire de François Hollande, tout semblait plié. Le candidat s'était engagé à ouvrir le mariage et l'adoption à tous les couples, mais aussi la PMA à toutes les femmes. Lors du meeting pour l'égalité, organisé quelques semaines avant l'élection, Najat Vallaud-Belkacem, alors porte parole du candidat, expliquait que tout était prêt.

Pas d'élargissement

Mais quelques mois plus tard, dans une interview à La Croix, Christiane Taubira, pourtant présentée présentée comme une championne de l'égalité, douchait les espoirs des associations LGBT+. « *Notre projet de loi ne prévoit pas d'élargir l'accès à la procréation médicalement assistée* », explique-t-elle dans le quotidien catholique, au grand dam de Dominique Bertinotti, ministre de la Famille.

Lorsque le projet de loi sur le mariage et l'adoption est discuté au Parlement, à partir de février 2013, et malgré un amendement déposé par des députés socialistes, puis retiré suite à la promesse d'une loi spécifique, il apparaît clairement que la PMA ne sera pas au programme.

Pire, le cri d'« Égalité » scandé par les députés lors du vote définitif de la loi sur le mariage et l'adoption, cache mal que la PMA va devenir une patate chaude.

Au printemps 2013, François Hollande sort alors une carte de sa poche : il veut demander l'avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE). Celui-ci annonce qu'il ne rendra son avis... qu'en 2014.

Puis les ministres du gouvernement usent d'éléments de langage on ne peut plus clair pour déminer le terrain. Marisol Touraine, ministre de la Santé, explique en septembre 2013 que la PMA « n'est pas une priorité ». Najat Vallaud-Belkacem dit qu'il y a « *une forme de décence à attendre l'avis du CCNE* ».

Mobilisation pro PMA

La mobilisation pro PMA des associations et de collectifs (dont le collectif Oui, Oui, Oui) ne suffit pas et 2014 passe sans que la PMA ne soit à l'ordre du jour législatif. Même chose en 2015, grâce aussi à la lenteur du CCNE qui ne cesse de repousser son avis. Pétitions, semaine de mobilisation, témoignages de femmes ayant eu recours à la PMA, rien n'y fait. Le gouvernement reste sourd et a trop peur de reproduire la séquence houleuse du débat sur le mariage et son flot de propos et de manifestations LGBTphobes.

En mai 2017, le quinquennat de François Hollande s'achève sur une immense déception du côté des associations LGBT+. Le CCNE n'a toujours pas rendu son avis...

Faut-il alors fonder plus d'espoir dans la promesse d'Emmanuel Macron ? Le candidat et futur vainqueur de la présidentielle se dit favorable à la PMA dans un entretien à Têtu en février 2017. Hasard du calendrier (ou pas ?), le CCNE rend finalement son avis en juin 2017 (il a quand même mis trois ans pour le rédiger...). Il est favorable à l'ouverture de la PMA mais avec tellement de pincettes que les activistes LGBT+ le jugent « catastrophique ».

Pour gagner du temps, on organise des États généraux de la bioéthique, qui vont durer trois mois entre janvier et avril 2018. Il en ressort que la PMA devrait être incluse dans un projet de loi visant à réviser les lois bioéthiques.

- **Lire aussi : Fin des États généraux de la bioéthique : et maintenant ?**

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, fait preuve de frilosité sur le sujet. Un député tente le tout pour le tout. Guillaume Chiche, de la République en Marche, dépose son amendement en juillet 2018, mais cela n'aura aucun effet. Le gouvernement veut gagner du temps.

Les lesbiennes claquent la porte

Le 22 novembre 2018, une réunion est organisée entre des associations LGBT+, la secrétaire d'État chargée de la lutte contre les discriminations et le chef de l'État. À l'ordre du jour : évoquer la question de la PMA et les violences LGBTphobes. Mais les deux organisations lesbiennes présentes quittent la réunion en signe de protestation. La militante lesbienne et féministe Alice Coffin explique à Komitid que ce geste est motivé par l'absence d'un calendrier précis sur la PMA.

- **Lire aussi : Pourquoi les associations de lesbiennes ont claqué la porte de la réunion avec Emmanuel Macron**

Komitid donne la parole aux personnes concernées, très souvent absentes des débats. C'est ainsi qu'Anne-Lise, née d'une PMA, fait entendre son point de vue.

Née d'une PMA, Anne-Lise veut que sa voix soit entendue



- **Voir aussi : la série vidéo Le Tour de France des familles**

Le pouvoir attend la fin des élections européennes et du grand débat national (et le tassement du mouvement des Gilets jaunes) pour confirmer fin avril 2019 que le projet de loi sur la bioéthique, comprenant l'accès à la PMA, sera discuté à l'été.

Nous y sommes. Mais les associations LGBT+ sont vent debout. Dans un communiqué reçu lundi 22 juillet, les Enfants d'arc-en-ciel affirme : « Nous n'applaudirons pas l'ouverture de la PMA à tou-te-s, si cet accès n'est pas accompagné d'une stricte égalité des citoyen-ne-s français-es hétérosexuel-le-s, homosexuel-le-s et trans' en ce qui concerne, entre autres choses, la sécurisation du lien de filiation, la protection des personnes ayant eu recours à des PMA à l'étranger ou dites « amicales », les discriminations liées au genre ou à l'orientation sexuelle. ».

Lors de la Marche des fiertés, Komitid avait suivi les cortèges des associations homoparentales et le ton était le même : Non à une loi à minima.

- **Lire aussi : « Le projet de loi filiation ne nous satisfait pas » : on a marché avec des parents LGBT+ à la Pride 2019**

Le projet de loi présenté demain fera donc l'objet d'une discussion au Parlement à l'automne. Si tout se passe bien, on peut espérer une application de la loi fin 2019, début 2020. Plus de sept ans après les premiers engagements en ce sens. Mais beaucoup de points risquent de rester en suspens.

D'autant que la bataille pour la PMA occulte aussi bien souvent une autre réalité – et un autre combat – des associations, celui sur la GPA. Mais ça c'est une autre histoire.

- **Lire aussi : tous nos articles consacrés à la PMA**



Christophe Martet

 @MartetChristoph

[PMA pour tou.te.s](#)

[Komitid+](#)

Lire aussi

« Avec la Une de Libé sur la Manif pour tous et la PMA on est dans la désinformation »

« Combien de lesbiennes à la une ? » : 90 femmes signent une tribune en faveur de la PMA

« Dîner PMA » entre hommes, à l'Elysée : la goutte d'eau

« Faites des mères heureuses ! » : la Fédération LGBTI+ appelle le gouvernement à légiférer sur la PMA

« Il était une fois la PMA », « L'autre mère », « Quouïr » : les podcasts, remèdes contre les débats stériles autour de la PMA ?

« Il y aurait de quoi faire une série ! » : rencontre avec Émilie Juvet qui signe un documentaire passionnant sur l'histoire de l'homoparentalité



CHOISISSEZ LE MÉDIA LGBT+ POUR, PAR ET AVEC LES CONCERNÉ.E.S

OFFRE DÉCOUVERTE
1€ le premier mois

KOMITID.fr

Commentaires

Ajouter



phil86 25 juillet 2019 à 11 h 07 min

A lire c'est très intéressant

https://www.liberation.fr/france/2019/07/25/je-n-ai-pas-rencontre-de-femmes-qui-disent-a-leurs-enfants-qu-ils-sont-nes-sans-l-intervention-d-un-_1741845